

De la contestation à la légitimation. La rue comme espace politique

Ayşen Uysal

▶ **To cite this version:**

Ayşen Uysal. De la contestation à la légitimation. La rue comme espace politique. Isil Erdinç et Benjamin Gourisse (dir.). La domination politique en Turquie. Une analyse relationnelle, Karthala, 2022, 9782811129927. hal-03691892

HAL Id: hal-03691892

https://sciencespo.hal.science/hal-03691892

Submitted on 8 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la contestation à la légitimation. La rue comme espace politique

Ayşen UYSAL[1]

La rue, définit dans ce chapitre comme un synonyme des manifestations de rue[2], peut-elle être considérée comme espace de légitimation du pouvoir, de contrôle et de répression de l'opposition politique ? C'est à cette question que répondra ce chapitre. « La politique n'a pas sa place dans la rue », « la rue n'est pas faite pour revendiquer »[3] : ce type de condamnations, couramment proférées du côté du/des pouvoir(s) en place en Turquie, trahissent la volonté de nier toute relation entre la rue et la politique. Elles se doublent généralement d'une tentative de marginalisation et de discrédit moral des manifestants, ces « poignées de vandales »[4] dont on ne saurait dire s'ils sont « des filles ou des femmes »[5], suspectés d'ingratitude vis-à-vis de leur pays et de commettre des actes de débauche « sous les tentes »[6] ou « une fois les bougies éteintes[7] »[8], considérés comme des bons à rien, des agités[9], des casseurs ou des marionnettes au service de forces souterraines ou de puissances extérieures. Du fait de ce défaut de légitimité politique, les citoyens qui descendent dans la rue pour signifier leur mécontentement social et politique passent pour des marginaux, des illégitimes et des non-citoyens, aussi longtemps qu'ils ne peuvent être instrumentalisés par le pouvoir. Cet état de fait général, à l'exception de quelques rares évènements encouragés ou soutenus par l'État[10], a paru basculer du tout au tout

---

[1] Sciences Po Paris-CERI.

[2] Les manifestations de rue sont définit qui consiste en une "occupation momantanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert public (…) et quicomporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques" (Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, 1997, p. 44). Bien que la définition de Fillieule comprend aussi des occupations des lieux ouverts privés, ce chapitre ne prend pas en compte celles qui se déroulent dans les lieux privés.

[3] « Sokaklar Hak Arama Yeri Değildir », *Bursada Bugün*, 29 juin 2013, http://www.bursadabugun.com/haber/sokaklar-hak-arama-yeri-degildir-248162.html, consulté le 15 juin 2020.

[4] Le premier ministre R. Tayyip Erdoğan l'a utilisé pour qualifier les protestataires de Gezi à Taksim en 2013. https://www.youtube.com/watch?v=vrli7hJ3iW0, consulté le 15 juin 2020.

[5] Lors de son meeting en plein air à Konya, R. Tayyip Erdoğan a ainsi critiqué Dişat Aktaş, dirigeante du conseil administratif des Maisons du peuple [*Halkevleri*], montée sur un canon à eau pour protester contre les événements de Hopa lors desquels un instituteur est mort suite à l'inhalation de gaz lacrymogène (https://www.cnnturk.com/2011/yazarlar/06/04/basbakan.o.kadin.kiz.midir.kadin.midir/618955.0/index.html, consulté le 15 juin 2020).

[6] Le quotidien *Yeni Akit*, pro-AKP, prétendait que les manifestants avaient des rapports sexuels sous les tentes (https://www.cnnturk.com/fotogaleri/yasam/diger/gezicilere-atfedilen-10-fantastik-komplo?page=2, consulté le 15 juin 2020).

[7] Il s'agit là d'une calomnie ancienne visant les membres de la minorité alévie, accusés de pratiquer des orgies lors de leurs cérémonies religieuses (*ayin*), une fois la bougie éteinte.

[8] Şevket Kazan, ministre de la justice, accusait les manifestants participants aux actions protestataires dites d'« une minute d'obscurité pour une lumière éternelle » de jouer « une fois la bougie éteinte » en 1997. (« Aydınlardan 'Bir Dakika' Öfkesi », *Milliyet*, 12 février 1997, https://www.milliyet.com.tr/siyaset/aydinlardan-bir-dakika-ofkesi-5387565, consulté le 15 juin 2020).

[9] Koca, *Düzen ve kargaşa arasında*, 2015, p.76-77.

[10] L'État encourage, voire organise des actions protestataires contre le PKK ou contre Israël en mobilisant par exemple des élèves tout au long des années 1990. Voir Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019.

lors de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016[11]. Cette nuit-là, les citoyens ont été invités par le Président de la République et le ministre de l'Intérieur en personne à descendre dans la rue. À cette occasion, les manifestants se sont trouvés auréolés d'une aura de sainteté. Ceux qui connaissent un tant soit peu la Turquie d'après le renforcement de l'autoritarisme de l'été 2013[12], où toute forme de contestation de rue est devenue quasi impossible face à la répression étatique, n'en ont probablement pas cru leurs yeux. Dès lors, le scepticisme l'emporte face à ces responsables politiques qui en viennent à appeler soudainement « à la rue, à la contestation et à la liberté[13]. » Réfléchir sur les raisons d'un revirement aussi brusque de la perception étatique en la matière revient aussi à s'interroger sur le caractère aisément instrumentalisable de la politique dans la rue.

La Turquie connait un nouveau renforcement de l'autoritarisme en 2015. En effet, à partir de 2015, en raison d'une modification de la législation sur les manifestations et la police, et de la reprise des affrontements entre l'armée et le PKK, la rue, en tant que répertoire d'action et espace de participation politique[14], tend à changer de mains. Ce changement devient plus visible encore sous l'état d'urgence de deux ans instauré suite à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, une période identifiable comme le troisième moment clé du renforcement de l'autoritarisme. Les modes d'encadrement et les perceptions des policiers à l'égard de ces nouveaux manifestants changent, dans la mesure où les politiques incitatives et facilitantes s'imposent sur les stratégies antérieures basées sur la violence, l'imprévisibilité et la dissuasion[15]. Alors que les manifestants contestataires sont désormais interdits d'accès aux espaces situés à proximité des préfectures et des bâtiments officiels, d'autres sont invités à se regrouper devant les bâtiments de la préfecture et de la police. Les manifestations répondent ainsi de plus en plus aux désidératas des représentants de l'État et sont organisées par des manifestants « invités » à agir comme tels. Cette nouvelle politique de la rue en vigueur dans la « nouvelle Turquie »[16] nous invite, peut-être plus que jamais auparavant, à réfléchir à la façon dont la rue peut devenir un instrument de l'autoritarisme en fonctionnant comme le lieu d'une

[11] Une tentative de coup d'État en Turquie a eu lieu le 15 juillet 2016, commanditée par un « Conseil de la paix dans le pays », une faction des Forces armées turques liée à la communauté Fethullah Gülen. La tentative s'est soldée par un échec. Mais dans les jours suivant le putsch, les autorités turques entreprennent une série d'arrestations et de purges au sein des Forces armées du pays, de la gendarmerie, de la police, mais aussi de l'enseignement, de la justice, du secteur de la santé et des médias. L'état d'urgence est décrété le 20 juillet et reste en vigueur durant deux ans.

[12] Suite aux manifestations de Gezi qui ont commencé le 28 mai 2013 et ont duré pendant tout l'été, la répression s'est déployée de façon croissante dans le pays, le gouvernement redoutant dès lors toute nouvelle mobilisation protestataire.

[13] Cette référence renvoie à l'un des plus célèbres slogans de l'extrême gauche en Turquie.

[14] Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis*, 2017 ; Della Porta, « Mobilizing for Democracy. The 1989 Protests in Central Eastern Europe », 2016 pp.37-53 ; Vairel, *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée*, 2014 ; Della Porta, Rucht, *Meeting Democracy. Power and Deliberation in Global Justice Movements*, 2013 ; Fillieule, Tartakowsky, *La manifestation*, 2008 ; Della Porta, Diani, *Social Movements. An Introduction*, 1999.

[15] Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis*, 2017 ; Uysal, « Riot Police and Policing Protest in Turkey », 2010, ; Uysal, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », 2006 ; Uysal, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », 2005.

[16] « Bâtir la nouvelle Turquie » est l'un des slogans récurrents du Président Erdoğan et l'un des leitmotivs de ses discours politiques.

réduction du pluralisme et de la légitimation de politiques gouvernementales plutôt que de l'expression de l'opposition.

Ce chapitre propose de s'interroger sur la façon dont la rue peut être considérée à la fois comme un espace de légitimation du pouvoir, de contrôle et de répression politique. Pour ce faire, il prend pour site d'investigation une série de manifestations organisées post-2013, ainsi que les rassemblements dits de « veilles de la démocratie » (*demokrasi nöbetleri*). Ces dernieres comprennent des rassemblements souvent statiques, organisées suite à l'appel du président de la république, des sympathisants de l'AKP, mais aussi de partis nationalistes se sont rassemblés sur certaines grandes places de leur ville dès le 15 juillet 2016 au soir, le jour de la tentative de coup d'État. Elles ont duré plusieurs semaines et ont parfois donné lieu à des actes de violence contre de présumés participants au coup d'État ou qui, simplement, ne soutenaient pas les manifestations. Considérant, à la suite d'Ahmet İnsel, que l'autoritarisme de l'AKP ne peut être compris « sans prendre en considération les poussées autoritaires qui proviennent de la rue »[17], l'argument se donne pour objectif de tester l'hypothèse selon laquelle la rue représente désormais un espace de production et de reproduction des rapports de domination politique en Turquie. En analysant les rapports tissés entre l'État et la rue tantôt contestataire et tantôt domestiquée il s'agit alors de contribuer à la caractérisation du régime politique turc contemporain.

Pour ce faire, ce chapitre analyse d'abord la façon dont la rue est investie comme espace politique par tout un ensemble de groupements et d'individus désirant y faire entendre leurs revendications et protester contre les politiques gouvernementales. Il étudie ensuite les modalités de répression et de criminalisation de la politique dans la rue pour enfin analyser comment celle-ci devient un lieu de légitimation des rapports de domination politique à partir de l'exemple des « veilles de la démocratie » organisées au lendemain de la tentative ratée de coup d'État de juillet 2016.

La rue comme espace politique

Si les modalités de l'action protestataire en Turquie varient selon les périodes, les régions et les villes[18], il est possible de repérer certaines caractéristiques transversales de la politique dans la rue en Turquie, dont la prise en compte permet de mieux en comprendre les changements observables à partir de 2013.

Selon les données qu'a permis de rassembler notre enquête antérieure a celui qui est présentée ici, réalisée entre 2013 et 2015[19], la participation aux manifestations reste plutôt une affaire de

[17] İnsel, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, 2017.
[18] Pour une analyse approfondie de la territorialité des actions protestataires en Turquie, voir Uysal, « Les villes contestataires. Territoires des manifestations de rue an Turquie dans les années 1990 », 2015.
[19] Les données mobilisées dans ces paragraphes sont tirées de l'enquête menée entre 2013 et 2015 dans six villes (Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Mersin et Diyarbakır). Il s'agit d'un corpus de 1452 questionnaires qui ont été

jeunes (47 % des manifestants ont moins de 30 ans[20]). Elle donne à voir une répartition genrée plus équilibrée que la politique partidaire (44% des participants sont des femmes alors que ce chiffre atteint seulement 11% parmi les membres des conseils d'administration des partis et 17% au parlement)[21]. Les manifestants sont majoritairement dotés d'un haut niveau de capital culturel (67% ont au moins un diplôme d'université)[22] et sont le plus souvent issus de professions libérales (avocats, ingénieurs, architectes, pharmaciens, etc.). Les plus démunis [chômeurs (1,64%) et femmes au foyer (2,23%)] sont largement absents de la rue[23]. La plupart des manifestants (65%) manifestent régulièrement et c'est dans la rue, plutôt que dans les partis politique que se déroule leur socialisation politique[24]. Enfin, la grande majorité des manifestants se présentent comme des hommes et des femmes de gauche (50%) ou socio-démocrates (23,5%)[25]. Dans un pays où la politique partidaire est dominée par la droite, la rue, comme lieu de socialisation et de mobilisation des forces de gauche, représente un espace alternatif pour les opposants aux partis de gouvernement.

Les fonctionnaires membres de la Confédération des syndicats des travailleurs du secteur public [*Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu*, KESK], les organisations du mouvement kurde [*Halkların Demokratik Partisi*, HDP, Parti démocratique des peuples et *Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP, Parti de la paix et de la démocratie], les ouvriers de la Confédération des syndicats des ouvriers révolutionnaires [*Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu*, DİSK] et enfin la Chambre des architectes et des ingénieurs [*Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği*, TMMOB] sont les principaux acteurs de la politique dans la rue. Ainsi, selon les données agrégées par la police[26], les syndicats de fonctionnaires (18,43%), les organisations du mouvement kurde (15,33%) et les organisations de gauche (14,77%) constituent les principaux contingents des manifestations de rue. Par ailleurs, des années 1990 aux années 2000, le type organisationnel de la politique dans la rue a connu un changement important : ce sont les associations, et non plus les syndicats, qui s'imposent comme type d'organisation le plus présent dans les manifestations[27]. Le graphique proposé ci-dessous, produit de l'analyse par le logiciel NVIVO des observations ethnographiques réalisées dans 98 manifestations organisées à Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Mersin et Diyarbakır entre juin 2013 et juin 2015, suggère toutefois une inversion de cette tendance pendant cette période. Il montre la prépondérance des

distribués pour préciser le profil social des participants aux manifestations de rue. Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 34-36).

[20] *Ibid*., p. 91.

[21] *Ibid*., p. 93, https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-44605360

[22] Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 96.

[23] *Ibid*., p. 98.

[24] *Ibid*., p. 106.

[25] *Ibid*., p. 122.

[26] Ces archives comprennent les fax envoyés à la Direction Générale, dans un format précis, en temps réel ou juste après l'évènement. Ce genre d'archivage existe depuis 1994. Notre corpus couvre la période de 1994 allant jusqu'au 2007. Ces données systématiques nous renseignent sur la date, l'horaire, le lieu (ville et quartier), le nom de l'organisateur, l'objet, la revendication, la forme d'action, le nombre de participants, de gardes à vue, de blessés et de décès chez les civils et les forces de l'ordre. Elles contiennent également un récit des évènements. Dans le cadre de ces archives, les policiers concernés prennent en considération les défilés de rue, les réunions en salle ou en plein air organisées par les syndicats, les partis politiques, les étudiants, les personnes morales et par les individus, conformément aux termes de la loi des manifestations et des réunions. Enfin, les actes des confédérations syndicales qui dépendent de la loi sur les grèves et lock-out sont également prises en compte.

[27] *Ibid*., p. 131.

confédérations syndicales dans l'organisation des manifestations de rue. Les Confédérations syndicales KESK et DİSK, et le syndicat des travailleurs du secteur de l'enseignement Eğitim-Sen y ont un poids majeur dans l'organisation de la politique dans la rue. La Chambre des architectes et des ingénieurs (TMMOB) et le Parti démocratique des peuples (HDP) occupent également une place de choix dans les manifestations. En revanche, les associations sont moins visibles sur ce graphique. La plupart d'entre elles sont des organisations de femmes (plateforme des femmes, Collectif socialiste féministe, etc.) et LGBTİ (*Siyah Pembe Üçgen*[28]).



Graphique no 1 : Organisations appelant le plus fréquemment à manifester[29]

Il est enfin à noter que les conditions générales de l'action collective tendent à favoriser le cloisonnement[30], au sens où les manifestations animées par plusieurs organisations restent peu fréquentes. L'action collective reste donc « limitée » et ne débouche que rarement sur des mobilisations « multisectorielles[31]. »

[28] Une association du LGBTİ basée à Izmir et fondée pour soutenir les recherches sur l'orientation et l'identité sexuelles et lutter contre la discrimination.
[29] Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 129.
[30] Uysal, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », 2005, p. 48.
[31] Dobry, *Sociologie des crises politiques*, 2009.

Outre ces caractéristiques des individus et des collectifs présents dans les manifestations de rue, les politiques de l'État sont également porteuses d'effets sur la configuration de la politique dans la rue.

Criminalisation de la rue et répression excessive

Que fait l'État à la rue protestataire au cours des périodes dites « autoritaires » telle qu'en connaît la Turquie depuis 2013 ? Les relations entre l'État et les mouvements sociaux en général et les manifestations de rue en particulier d'une part, les interactions observables pendant le « moment manifestant »[32] d'autre part, nous montrent parfaitement l'effet de l'encadrement étatique sur l'action collective. Les changements observables dans les manifestations de rue sont ainsi liés au changement dans les rapports que les manifestants entretiennent avec l'État. Ainsi, la répression et la criminalisation ont rendu et rendent toujours difficile le recours à la rue pour faire entendre la voix des citoyens opposés aux politiques menées par les gouvernements AKP. La politique dans la rue, qui n'a jamais représenté une forme normalisée et ordinaire de la participation politique en Turquie, devient dès lors quasiment impossible face à la répression étatique.

En Turquie, la violence policière est habituelle dans les manifestations, ceci avant même 2013. Alors que la littérature faisait état d'un contrôle plus pacifique des manifestations et d'une euphémisation des modes d'intervention policière durant les années 1990[33], ces évolutions n'étaient pas observables dans le cas du maintien de l'ordre. Selon les résultats des questionnaires que nous avons fait passer pendant des manifestations entre 2013 et 2015, environ deux tiers (66,8%) des manifestants disent avoir subi des violences policières[34], ce qui rend particulièrement coûteuse la participation aux manifestations. Mais la répression et ses coûts augmentent fortement lors des actions protestataires de Gezi, qui voient se développer une véritable criminalisation de la rue.

Dans ce contexte où l'intimidation des manifestants (présence massive des forces de l'ordre, fouilles systématiques à l'accès aux lieux de rassemblement) et la répression des manifestations ne permettent pas la normalisation des actions protestataires, la rue constitue un espace de protestation plus risqué et moins légitime que l'activisme sur les réseaux sociaux et les formes les plus conventionnelles de la politique, telles que l'activisme dans les partis politiques. Les forces de police, qui agissent tels les gardiens de l'« État sacré » contre la société[35], ne reconnaissent aucune légitimité aux actions protestataires organisées « contre » celui-ci. Elles ne perçoivent nullement les manifestations comme une forme ordinaire de participation politique et considèrent au contraire les manifestants comme des ennemis de l'intérieur collaborant avec les ennemis extérieurs. La « foule » protestataire, considérée comme sauvage,

[32] Favre, *La Manifestation*, 1990, p. 18-22.
[33] Fillieule, Della Porta, *Police et Manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, 2006.
[34] Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 123-125.
[35] *Ibid*., p. 222.

destructrice et féminine, est indigne de toute forme de confiance[36]. Pétris de cette perception, les membres des forces de police répriment les actions protestataires comme s'ils écrasaient des armées ennemies (la répression des mobilisations contestataires du parc Gezi en 2013 donne particulièrement à voir cette forme de bipolarisation entre défenseurs de l'État et ennemis intérieurs[37]). La présence en masse des forces de sécurité armées et de leurs véhicules d'intervention donne à l'événement protestataire un caractère extraordinaire, son organisation relevant parfois de véritables « préparatifs à la guerre. » Au niveau individuel, la pression policière s'exerce sur la famille des manifestants (amendes, menaces, etc.) afin de provoquer le désengagement des militants mobilisés.

Certaines organisations sont d'ailleurs plus touchées que d'autres, la police faisant une distinction entre bons et mauvais manifestants selon le degré d'institutionnalisation et du caractère légal ou illégal de l'organisation. Cette distinction s'efface toutefois en fonction du contexte politique, par exemple en cas d'intensification des affrontements entre l'armée turque et le PKK, ce qui contraint l'ensemble des acteurs désirant investir la rue comme espace de mobilisation. La répression se révèle ainsi aléatoire[38], imprévisible, arbitraire, dissuasive et incohérente.

Cette incohérence apparait comme une conséquence de l'organisation du système de maintien de l'ordre[39] et de la multiplicité des agents, publics et privés, qui y prennent part. La présence massive des policiers en civil sur place et l'intervention d'autres groupes sociaux et politiques (« loups gris » activistes d'extrême droite, groupes religieux, petits commerçants « alliés », etc.) pour « maintenir l'ordre » présentent néanmoins le caractère le plus marquant et spécifique de la répression en Turquie. Les policiers en civil surveillent la foule, mais ils sont également chargés de sa dispersion et de l'interpellation des protestataires. Ces groupes très divers peuvent être mobilisés par la police, mais agissent également de façon autonome, mus par un sentiment de « responsabilité » relevant du vigilantisme[40]. Historiquement, ce sont les « loups gris » de la droite radicale ainsi que certains groupes religieux qui ont le plus souvent été mobilisés, mais à partir des protestations du parc Gezi en 2013, les petits commerçants, les habitants des quartiers où se déroulent les manifestations et certains électeurs de l'AKP, légitimés par les politiques de polarisation de la société suivies par le gouvernement[41] entrent également en scène. Ils interviennent dans la foule pour la disperser et pénaliser les participants par leurs propres moyens (couteau, machette, eau bouillante, etc.). Ils remplissent également des fonctions de renseignement pour les pouvoirs publics.

---

[36] Uysal, « Bir Psikolog Olarak Polis : Polisin Toplumsal Olaylar Eğitimi ya da 'Kalabalık Yönetimi' », 2012 ; Uysal *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 215-217.
[37] On reviendra sur ce point dans les paragraphes suivants.
[38] Uysal, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », 2006, p. 268.
[39] McCarthy, McPhail, « L'institutionnalisation de la contestation aux États-Unis », 2006.
[40] Les travaux sur le vigilantisme nous expliquent comment certaines personnes violent la loi pour maintenir l'ordre. Voir Favarel-Garrigues, Gayer, « Violer la loi pour maintenir l'ordre. Le vigilantisme en débat », 2016 ; Loveluck, « Le vigilantisme numérique. Entre dénonciation et sanction. Auto-justice en ligne et agacements de la visibilité », 2016.
[41] Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 204-205.

L'état d'urgence déclaré le 20 juillet 2016[42] constitue un autre moment clé dans l'encadrement étatique de la rue. Cette période durant laquelle l'interdiction totale des manifestations dans des villes entières est devenue banale et ordinaire. Cette interdiction totale dans des arènes circonscrites reste de mise malgré la fin de l'état d'urgence. Ainsi en 2019 la préfecture de Kocaeli (ville industrielle à l'Ouest de la Turquie située à deux heures de distance d'Istanbul en voiture) a interdit toute manifestation durant quinze jours[43], alors que des rassemblements étaient prévus en opposition à l'intervention turque en Syrie. De même, suite aux mises sous tutelle (*kayyum ataması*) des municipalités dirigées par les élus du parti pro-kurde HDP, la préfecture de Mersin, tout comme celles de Mardin et de Hakkari, ont interdit toute forme de manifestation (meetings, sit-in, défilés de rue, conférences de presse en plein air, etc.) pendant quinze jours[44]. Déjà, en septembre 2016, la préfecture d'Artvin[45] avait interdit toute manifestation pendant un mois, afin d'empêcher les mobilisations d'opposants à la construction d'une mine d'or à Cerattepe[46]. Certes, l'interdiction des manifestations n'a rien de nouveau, l'histoire contestataire de la Turquie ayant connu un nombre important d'interdictions, mais à partir de 2016, la nouveauté réside dans l'interdiction totale de tout événement alors qu'auparavant ces interdictions, plus ponctuelles, se faisaient au cas par cas (interdiction des rassemblements du premier mai par exemple). C'est donc à une systématisation de l'interdiction des événements contestataires à laquelle on assiste dans plusieurs localités à partir de 2016.

Dans ce contexte, la distinction entre « bons » et « mauvais » manifestants jusqu'alors opérée par la police s'est traduite en interdictions et autorisations de manifester, certaines manifestations étant d'ailleurs encouragées par les représentants de l'État. Comme nous l'avons déjà mentionné, alors que la politique dans la rue a toujours été très couteuse en Turquie[47], la répression prend une ampleur inédite à partir de 2013 et s'accompagne d'un processus de criminalisation des manifestants. Les lourdes peines de prison, la violence physique, les interdictions et la marginalisation des manifestations représentent les signes les plus visibles de cette criminalisation. Dans la plupart des cas les manifestants sont accusés, non pas d'avoir

---

[42] Il sera prolongé régulièrement pour s'étendre sur une durée totale de deux ans. Dès le printemps 2015, des amendements à la législation sur la sécurité intérieure restreignent les possibilités de manifester, durcissent le contrôle étatique sur les manifestants et autorisent les forces de police à un usage plus large de leurs armes. Voir *Polis Vazife ve Salahiyet Kanunu ile Bazı Kanun ve Kanun Hükmünde Kararnamelerde Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun*, no. 6638, 27 mars 2015.

[43] « Kocaeli Valiliği Suriye Operasyonuna Karşı Yapılacak Eylemleri Yasakladı », *Bianet*, 10 octobre 2019, http://bianet.org/bianet/militarizm/214267-kocaeli-valiligi-suriye-operasyonuna-karsi-yapilacak-eylemleri-yasakladi, consulté le 15 juin 2020.

[44] « Mersin'de 15 Günlük Eylem Yasağı », *Bianet*, 19 septembre 2019, http://bianet.org/bianet/insan-haklari/213238-mersin-de-15-gunluk-eylem-yasagi, consulté le 15 juin 2020.

[45] La préfecture d'Artvin a interdit les manifestations pour la première fois en septembre 2016 durant un mois. Elle a renouvelé cette interdiction quatre fois. Ainsi, entre 19 septembre 2016 et 16 février 2017, aucune manifestation n'a pu être organisée dans la ville d'Artvin (« Artvin'de Eylem Yasağı 1 Ay Daha Uzatıldı », *Hürriyet*, 19 janvier 2017, http://www.hurriyet.com.tr/artvinde-eylem-yasagi-1-ay-daha-uzatildi-40340212, consulté le 15 juin 2020).

[46] Cerattepe, située dans district d'Artvin, se situe au nord-Est de la Turquie. Elle est connue pour sa riche biodiversité. Depuis 1992, les habitants de la région se mobilisent contre la construction d'une mine d'or et de cuivre **(« Artvin'de 25 Yıllık Mücadele: Cerattepe », *Beyond.Istanbul*, 14 août 2018,** https://beyond.istanbul/artvinde-25-yıllık-mücadele-cerattepe-dc227849be4b, consulté le 15 juin 2020).

[47] Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019 ; Uysal, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie », 2006 ; Uysal « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », 2005.

participé à une manifestation non autorisée, mais d'appartenir à une organisation illégale, ce qui entraîne des peines de prison bien plus lourdes. La violence mise en place par les forces de sécurité (véhicules blindés lancés sur les manifestants[48], tirs de cartouches de gaz en direction des visages[49], coups de matraque, etc.) entraîne parfois la mutilation, voire la mort de protestataires, ainsi qu'en témoigne cette manifestante :

> « … A ce moment-là, les policiers en civil… Y'en avait un avec une barre de fer ou je sais plus, il m'a mis un tel coup que je me suis écroulée par terre. Et derrière, les CRS… Les camarades ont compté sur les images, il y avait 46 CRS qui me sont tombés dessus... Après il y a eu une caméra de police. Ils m'ont remise debout et ont commencé à filmer, en me demandant pourquoi j'étais montée sur le blindé. Moi je voulais répliquer mais j'étais à moitié dans les pommes. Et là le caméraman me frappe au visage. Je ne comprends plus ce qui se passe. Je croyais que j'étais en garde à vue mais en fait non. On aurait dit un tribunal miniature, mais juste pour permettre à la police de régler ses comptes. Et c'est bien ce qu'ils ont fait. Ils m'ont remise aux CRS derrière. Les CRS m'ont chopée et m'ont plaquée au mur, plusieurs fois. Ils me prennent, me jettent contre le mur et moi je tombe, et ils ont recommencé, et après ils ont dit aux autres de m'embarquer. Deux CRS m'ont prise par les bras et traînée. L'un d'eux m'a dit de me lever, moi je lui ai dit que je ne pouvais pas marcher, que j'avais quelque chose à la jambe, je ne pouvais plus me tenir debout. « Tu vas marcher, bordel ! » il me fait. « Je peux pas, c'est ma jambe ». Je suis restée comme ça, sur le terre-plein central… Il m'a laissée comme ça. Après une femme est arrivée, et un homme âgé, puis quelqu'un d'autre, ils m'ont pris, m'ont portée jusqu'au trottoir et m'ont couchée par terre. Je leur ai demandé de m'amener à l'hôpital, ils voulaient appeler une ambulance, je leur ai dit de ne pas appeler d'ambulance. Je leur ai demandé de me faire monter dans un taxi, parce que je m'étais mise en tête que si on appelait une ambulance, ça allait finir en garde à vue. Je suis montée dans le taxi pour l'hôpital, et là-bas j'ai été opérée tout de suite. Évidemment, entre-temps, j'avais le corps couvert d'hématomes. (…) Après, pendant 6 mois, je ne pouvais plus marcher, j'ai eu deux ans de rééducation, et depuis, même maintenant, dans les manifs, je ne suis plus aussi active qu'avant, je peux dire… [50]. »

Ces techniques de maintien de l'ordre causent de graves blessures dans les rangs des manifestants (éborgnement, mutilation, blessure du rachis, etc.). En s'en prenant au corps des manifestants, c'est aussi leur humiliation qui est visée. La marginalisation de la politique dans la rue et des manifestants passe ainsi par une discrimination morale. La fidélité à l'État, au pays et à la nation permet aussi de marginaliser et de discréditer les manifestations et leurs participants. La stigmatisation comme « *bölücü* » (séparatiste) devient une étiquette banale pour les protestataires. Durant les périodes les plus répressives et autoritaires comme la période post 2013, tout comme pendant la décennie 1990[51], cette stigmatisation et la répression extralégale deviennent banales. Les citoyens pro-gouvernement sont aussi mobilisés pour distinguer les « marginaux » et « séparatistes » des autres, cette criminalisation de la politique dans la rue ne visant que les opposants du gouvernement AKP. Il s'agit là de la réinvention du citoyen dénonciateur (*muhbir vatandaş*) : les habitants des quartiers et les *muhtar* (maires de quartiers) sont encouragés à dénoncer leurs voisins qui protestent contre le gouvernement en tapant sur les casseroles et les poêles depuis leur fenêtre ou dans la rue[52].

---

[48] Koloğlu et al., *Polis Destan Yazdı. Gezi'den Şiddet Tanıklıkları*, 2015, p. 53.
[49] *Ibid.*, p. 55.
[50] *Entretien* réalisé à Ankara (femme, 32 ans) le 20 novembre 2014.
[51] Uysal, « 90'ların baskı kıskacında sokak siyaseti. Zaman, mekân ve örgütler », 2016.
[52] Cette forme d'action, souvent usitée en Amérique latine pour protester contre les gouvernements issus des coups d'État ou les crises économiques a été par la suite exportée. On rencontre les mêmes types de mobilisations

On comprend alors que la police ne se satisfait pas de la criminalisation des manifestants. Son action vise également à punir par la violence. La méfiance des policiers vis-à-vis de la justice et l'impunité dont ils bénéficient encouragent cette mise en punition des manifestants. La violence policière exercée au cours des manifestations ne signifie toutefois pas que les manifestants ne passeront pas par la justice. Les longs procès consécutifs aux épisodes de violence policière subie augmentent encore le coût de la mobilisation.

Il est aussi à noter que l'intensité et les modalités de la répression menée à l'encontre des manifestants tendent à contraindre les répertoires d'actions. Le caractère répressif du régime restreint l'éventail du répertoire d'action malgré la richesse des rituels[53]. Les formes statiques de l'action collective, telles que les conférences de presse en plein air - une forme inventée au cours des années 1990 pour faire face à la répression - sont peu à peu devenues les plus communes du répertoire d'action. Leur facilité d'organisation et leur faible coût en ont fait le mode d'action privilégié des organisations de l'action collective : 83,77% des manifestations organisées entre 2001 et 2006 ont pris la forme de conférences de presse, ce qui témoigne à la fois de leur caractère routinisé et de la faiblesse du répertoire d'action[54].

Face à une politique dans la rue très risquée et coûteuse, les manifestants perçoivent les forces policières comme ennemies et inhumaines. On peut donc parler d'une haine réciproque qui participe à la bipolarisation politique de la société. Une question se pose alors : si les actions protestataires sont considérées comme illégitimes et si la police refuse que la politique puisse se faire dans la rue d'une part, et si les manifestants considèrent l'État et ses forces de sécurité comme ennemis d'autre part, comment analyser les manifestations dites de « veilles de la démocratie » (*demokrasi nöbetleri*) observables à partir de 2016 ?

La légitimation des rapports de domination

Avec la tentative ratée de coup d'État militaire du 15 juillet 2016 s'ouvre une phase de changement stratégique de perception des manifestations par le pouvoir : de destructrice et séparatiste, la rue se pare de vertus unificatrices, reconstructrices, mais aussi légitimatrices. Cette stratégie n'est pas nouvelle, mais temporaire, utilitariste, temporaire et partiel. Elle est temporaire car elle n'est suivie qu'une durée limitée[55]. Elle est partielle au sens de ne pas

notamment en Turquie ou au Canada. Plus récemment, pendant la période de confinement due à la pandémie de Covid-19, elle a été reprise, cette fois en signe de solidarité.

[53] Des rituels et des matériaux tels les drapeaux, les hymnes, les minutes de silence s'imposent dans les manifestations (Uysal, *Faire de la politique dans la rue*, 2019, p. 180-183).

[54] Selon Charles Tilly, les répertoires faibles « présentent une certaine dose de répétition d'un épisode à l'autre, dans la mesure où l'habitude et les limites de l'imagination tendent à rendre une certaine dose de répétition tentante » (*Contentious Performances*, 2008, p. 15).

[55] Le cas turc confirme aussi l'idée avancée par Béatrice Hibou dans *Anatomie politique de la domination,* selon laquelle l'exercice autoritaire du pouvoir est plasticite et il s'agit aussi des moments d'élergissement des marges d'action, ouvrant farfois des du champ des possibles (p. 220 et la suite). Au moins, pour certains acteurs.

concerner toute la société et utilitariste, au sens d'instrumentaliser les manifestations et la rue pour légitimer le pouvoir et de distinguer les « amis » et les « ennemis ».

La politique dans la rue devient alors une instance de légitimation des rapports de domination[56] s'appuyant sur la participation d'une autre partie de la population, considérée comme alliée, c'est à dire pro-AKP. Les « veilles de la démocratie » organisées suite à la tentative de coup d'État l'illustrent. Le soir même, le président de la république, Recep Tayyip Erdoğan et le ministre de l'intérieur Efkan Ala invitent leur « nation sacrée » (*Aziz Millet*) à prendre la rue pour défendre la démocratie[57]. Cet appel, inédit en Turquie[58] trouve alors écho auprès des sympathisants de l'AKP, mais également de partis souverainistes (CHP) et nationalistes (MHP et Parti de la Patrie[59], etc.).

Suite à cet appel, dans quantre-vingt et une villes de la Turquie, d'après les sources de la presse, une partie des citoyens descend dans la rue. La nuit même du coup d'État, des affrontements éclatent entre ces « veilleurs de la démocratie » et les personnes suspectées d'avoir participé au coup d'État. Le lendemain, selon la presse[60], des milliers de personnes, y compris des femmes et des enfants, se rassemblent devant les deux portes de l'Assemblée nationale à Ankara en arborant des drapeaux turcs et ottomans ainsi que les trois croissants, symboles du MHP. Durant la manifestation, ils chantent l'hymne national et scandent le slogan « nous voulons la peine de mort ! » (*idam isteriz* !). Ces rassemblements se déroulent malgré la mise en place de l'état d'urgence. Dans son discours tenu le soir du 20 juillet, le président Erdoğan estime qu'il est impossible de « quitter les places »[61], celles-ci étant alors considérées comme les garantes de la sûreté de l'État. Le 23 juillet, le CHP – premier parti d'opposition à l'assemblée – organise son propre meeting de la démocratie sur la place Taksim[62] à Istanbul, sur laquelle les manifestations sont exceptionnellement autorisées, afin de témoigner de sa condamnation de la tentative de coup d'État. Seuls les drapeaux turcs sont alors autorisés[63].

---

[56] Dans leur article sur les veilles de la démocratie, Bülent Küçük et Buket Türkmen partent d'une conception gramscienne et les définissent comme des « mouvements de rue visant un consentement » (*rıza devşirilen sokak hareketleri*). Voir Küçük, Türkmen, « Müzakeresiz Kamusallık : Milli Cemaatin Yeniden İnşası Sürecinde Demokrasi Nöbetleri », 2017.

[57] "Erdoğan: Milletimi Meydanlara Davet Ediyorum", BBC News Türkçe, le 16 juillet 2016, https://www.youtube.com/watch?v=7LEfGo0uN-o, consulté le 15 juin 2020.

[58] Dans l'histoire politique de la Turquie, on rencontre des manifestations encouragées et appelées par l'État. Par exemple, dans les années 1990, le ministère de l'Éducation organisait des actions protestataires contre le PKK avec la participation des élèves des écoles primaires et/ou des lycées. C'est en revanche la première fois qu'un chef de l'État fait appel à la rue de manière explicite et diffusée sur les chaines de télévision.

[59] Le *Vatan Partisi* est un parti présidé par Doğu Perinçek, un ex-militant de la gauche radicale des années 1970 connu par ses positions ultra-nationalistes.

[60] « Meclis'te Binler Darbeyi Protesto Etti », *Milliyet*, 17 juillet 2016, http://www.milliyet.com.tr/siyaset/meclis-te-binler-darbeyi-protesto-etti-2279074, consulté le 15 juin 2020.

[61] « Meydanları Bırakamayız », *Milliyet*, 22 juillet 2016, http://www.milliyet.com.tr/gundem/meydanlari-birakamayiz-2281916, consulté le 15 juin 2020.

[62] La Place Taksim est porteuse d'importantes significations dans l'histoire de la gauche en Turquie. En 1977, pendant le rassemblement du 1er mai, des coups de feu sont tirés sur la foule, ce qui cause la mort de 36 manifestants (dont 28 écrasés lors du mouvement de foule occasionné). Suite à cet événement, la place est restée interdite aux manifestations jusqu'en 2010.

[63] *Milliyet*, http://www.milliyet.com.tr/siyaset/chp-den-taksim-mitingi-cagrisi-2282917, consulté le 15 juin 2020 ; http://www.milliyet.com.tr/milliyet-tv/taksimde-cumhuriyet-ve-demokrasi-mitingi-4628048, consulté le 15 juin 2020.

À Izmir, les « veilles de la démocratie » se déroulent sur la place de Konak, devant la préfecture. Dès minuit le 15 juillet, les « veilleurs » occupent la place. Les forces policières s'y restaurent et scandent avec les manifestants des slogans tels que « nous voulons le rétablissement de la peine de mort » et « l'homme de la nation est Recep Tayyip Erdoğan. » Les manifestants reprennent *Dombra*, la chanson de campagne électorale de l'AKP[64] et prient collectivement. Des actes de violence sont perpétrés. Sous un pont situé à proximité de la place, certains manifestants, majoritairement de jeunes hommes, dressent des barrages afin de contrôler les passants et de savoir s'ils soutiennent ou non leur rassemblement et leur position. Ceux d'entre eux qui ne témoignent pas de signe de soutien (un applaudissement ou le signe de Rabia[65]), sont bloqués et leur véhicule renversé. La légitimation des rapports de domination tend ainsi à s'imposer par la force que symbolise et déploie la foule manifestante. Durant des jours, le centre commercial *Konak Pier* et les restaurants qui s'y trouvent restent quasiment vides, les gens qui le fréquentent habituellement redoutant les exactions des manifestants de la Place de Konak. Les rares personnes qui s'y rendent doivent alors déposer leur voiture au parking pour ne pas passer devant les manifestants qui harcèlent les passants, ou partir en groupe afin de ne pas avoir à les subir seuls. La peur, la joie et la haine se croisent ainsi dans le même espace.

Qui sont ces participants aux « veilles de la démocratie » qui sèment la peur parmi une partie de la population ? Les différentes recherches réalisées sur ces rassemblements montrent clairement à quel point la participation aux rassemblements est relativement homogène. L'enquête de l'Institut de sondage KONDA et d'une manière moins systématique l'enquête ethnographique de Küçük et Türkmen[66] montrent que la base électorale et organisationnelle de l'AKP constitue la majorité des participants aux « veilles de la démocratie » : alors que 44% des participants sont adhérents à un parti politique – bien plus que la moyenne observable dans le pays (11% des citoyens) – 41% sont adhérents de l'AKP et 84% déclarent voter pour le parti. Bien que la proportion des partisans y soit relativement élevée, les participants à ces mobilisations ne sont toutefois pas des « habitués de la rue » : 77% des participants s'y mobilisent pour la première fois selon le sondage réalisé par KONDA[67], et 39% n'avaient jamais participé à aucun meeting d'un parti politique.

Selon notre enquête, ces rassemblements sont relativement plus « masculins » (61% d'hommes et 39% de femmes[68]) et âgés (âge moyen 35,8[69]) que les autres manifestations habituellement

---

[64] « İzmir'de Son Demokrasi Nöbeti de Coşkun İçinde Geçti », *Milliyet*, 10 août 2016, https://www.milliyet.com.tr/yerel-haberler/izmir/izmir-de-son-demokrasi-nobeti-de-cosku-icinde-gecti-11508664, consulté le 15 juin 2020.

[65] Le signe de Rabia est utilisé, comme symbole de liberté, pour la première fois en Egypte en 2013 par les manifestants opposés au coup d'État. Tayyip Erdoğan l'utilise régulièrement en en détournant le sens, celui-ci étant alors censé signifier « une nation unique, un drapeau unique, une patrie unique, un État unique ».

[66] Türkmen, Küçük, « Müzakeresiz Kamusallık : Milli Cemaatin Yeniden İnşası Sürecinde Demokrasi Nöbetleri », 2017.

[67] Konda, *Demokrasi Nöbeti Araştırması Meydanların Profili*, 26 juillet 2016, https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/Demokrasi-Nöbeti-Sunum.pdf, consulté le 15 juin 2020.

[68] 56% hommes et 44% femmes pour les manifestations dans les temps « ordinaires ». (Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis*, 2017, p. 113).

[69] Or, 47,1% des manifestants « habitués » ont moins de 33 ans. (*Ibid.*, p. 112).

organisées dans le pays. Le niveau moyen d'éducation s'élève à 9 ans et 7 mois d'études, ce qui le situe en deçà de la diplomation de fin de lycée. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne observable dans le pays (8 ans et 4 mois) et à celle des électeurs de l'AKP, mais inférieur à la moyenne des manifestants habituels de la rue[70]. 83% des « veilleurs » se définissent comme conservateurs traditionnels et religieux. 84% s'identifient comme religieux et pratiquants (*sofu*). Or, pour les habitués de la rue, ce sont seulement 3% des manifestants qui se définissent comme religieux. Si on y ajoute les manifestants se déclarant pratiquants au niveau individuel[71], on atteint à 20,4%[72].

La participation des fonctionnaires d'État, des travailleurs du secteur privé, des employés ainsi que des étudiants à ces « veilles de la démocratie » est significative. Le taux de leur présence est bien supérieur à leur représentation nationale. Le poids des salariés (42,3%) et des étudiants (31,35%) est en revanche comparable à celui qui avait été observé dans les autres manifestations[73]. Les résultats de l'enquête de KONDA sont pourtant surprenants concernant les personnes travaillant à leur compte, particulièrement sous-représentées par rapport à leur forte représentation dans les instances de direction de l'AKP au niveau local (62,5%)[74]. Par ailleurs, bien que l'AKP soit qualifié de parti des petits commerçants, cette catégorie est aussi absente des rassemblements étudiés dans cette enquête.

Situation professionnelle comparée des manifestants (en %)[75]

	« Veilles de la démocratie »	**Manifestations « habituelles »**
Salarié	**47**	**42,6**
Sans emploi	**5**	**1,6**
Retraité	**5**	**6,3**
Employeur	**2**	**1,4**
A son compte	**9,5**	**14,5**
Inactif (au foyer)	**17**	**2,2**
Étudiant	**12**	**31,3**
Autres	**2,5**	**0,1**

[70] 7,7% des manifestants en temps "ordinaires" ont un diplôme inférieur au lycée (*Ibid*., p. 115).
[71] Les pratiquants au niveau individuel correspondent à celles et ceux ayant des pratiques religieuses dans la sphère privée (prière, etc.) mais qui ne revendiquent pas une identité ou un engagement politique comme peuvent le faire les religieux (*dindar*).
[72] *Ibid*., p. 122.
[73] *Ibid*., p. 118-119.
[74] Uysal, *Particiler. Türkiye'de Partiler ve Sosyal Ağların İnşası*, 2013, p. 119.
[75] Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis*, 2017 ; Konda, *Demokrasi Nöbeti Araştırması Meydanların Profili*, 26 juillet 2016, https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/Demokrasi-Nöbeti-Sunum.pdf, consulté le 15 juin 2020.

Total	**100**	**100**

La grande différence entre les « veilles de la démocratie » et les manifestations « habituelles » réside dans leurs revendications. Quelle que soit leur appartenance sociale, la majorité des manifestants (62%) sont venus pour défendre la patrie, l'État et la nation en percevant le coup d'État du 15 juillet comme une menace contre l'intégrité du pays et de l'État. L'objectif est nationaliste et souverainiste. Or, les revendications des manifestations en temps ordinaire sont bien différentes : environ une manifestation sur trois est organisée pour demander la justice et défendre les droits de l'homme (28,28%) et si on y ajoute les manifestations organisées sur la question kurde, le pourcentage se présente encore plus élevé (39%)[76].

Conclusion : la rue comme espace de la reproduction des rapports de domination politique

Même si la politique dans la rue a été saisie par les citoyens pro-AKP pendant un certain temps, et ensuite par les forces sécuritaires et leurs alliés durant l'état d'urgence, il nous parait difficile de parler d'une conquête de la politique dans la rue par ceux-ci. Les « habitués » y retournent au fur et à mesure, suite à la levée de l'état d'urgence, malgré les risques et les coûts de leur mobilisation. Ainsi, les fonctionnaires limogés par les décrets-lois se rassemblent régulièrement dans plusieurs villes et les défilés de rue des féministes reprennent leur place dans l'espace public. Après avoir passé quelques semaines dans la rue, les « veilleurs de la démocratie » l'ont quitté suite à l'appel du Président de la République et ne sont pas revenus sur « leur » place. Ainsi, les manifestations n'ont pas été intériorisées par cette partie des citoyens de Turquie qui ne pratiquaient pas auparavant la politique dans la rue, malgré l'encouragement de l'État. En ce sens, les « veilles » peuvent être classées parmi les manifestations liées à l'agenda politique et donc conjoncturelles et temporaires. Même si le 15 juillet a été déclaré comme fête nationale par le gouvernement, et donc jour férié, les manifestations ne sont pourtant pas devenues cycliques[77], elles ont été remplacées par les cérémonies officielles faisant écho aux icônes sacrées et aux communautés imaginaires décrites par Benedict Anderson[78]. La fondation du musée des martyrs du 15 juillet, les cérémonies devant les tombeaux des martyrs et des lieux emblématiques de la lutte contre le coup d'État nous permettent ici de parler d'un processus de recréation d'une nation, donc d'une « communauté imaginaire[79]. »

De même, il parait difficile de parler d'un savoir-faire manifestant des « veilleurs de la démocratie », au sens du long apprentissage « orchestré par les organisations prétendant au monopole de l'appel à manifester et disposant d'un service d'ordre susceptible de faire respecter l'ordre et les mots d'ordre du défilé et donc de tenter d'imposer la bonne vision du groupe

[76] Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis*, 2017, p. 168.
[77] Au sens de manifestations répétitives, le plus souvent annuelles.
[78] Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, 2006.
[79] Vincent Robert relève dans ses travaux les similitudes observables entre les cortèges des fêtes nationales et des manifestations. Robert, *Les chemins de la manifestation. 1848-1914*, 1996.

mobilisé, de ses griefs et de ses prétentions[80]. » Le savoir et le répertoire sont empruntés à la fois aux mouvements islamiques des années 1990 (les prières collectives) [81] et aux manifestations des « habitués » de la rue, plus particulièrement des actions protestataires de Gezi (notamment les slogans). Malgré un certain mimétisme des « veilleurs » à l'égard du répertoire des mouvements antécédents, plus particulièrement celui de Gezi, leur contrôle étatique diffère. Les premiers sont tolérés alors que les derniers sont fortement réprimés.

Pour finir, on peut réfléchir sur deux aspects de la politique dans la rue. Premièrement, perçue souvent comme contestataire, la rue peut aussi se transformer en un lieu et un répertoire de la légitimation des rapports de la domination. Cette face oubliée de la rue est peu connue et très peu traitée dans les sciences sociales[82]. Le deuxième aspect concerne la corrélation entre la démocratie et les manifestations. Si on accepte a priori que la baisse du nombre des manifestations de rue face à la répression constitue l'un des signes d'un régime autoritaire, la montée des manifestations renvoie-t-elle à la fin de l'autoritarisme, l'échec des politiques autoritaires et un changement dans les rapports de domination ? Les rassemblements mobilisés par l'État, tels que les « veilles de la démocratie », nous montrent que, même s'il existe une corrélation positive entre les manifestations et la démocratie, tous les rassemblements ne contribuent pas à cette corrélation. Au contraire, la rue peut être un espace de légitimation du pouvoir, de contrôle et de répression de l'opposition politique.

Bibliographie

Anderson, Benedict, *L'imaginaire nationale. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006.

« Artvin'de 25 Yıllık Mücadele: Cerattepe » [25 ans de lutte à Artvin : Cerattepe], *Beyond.Istanbul*, 14 août 2018, https://beyond.istanbul/artvinde-25-yıllık-mücadele-cerattepe-dc227849be4b, consulté le 15 juin 2020.

« Artvin'de Eylem Yasağı 1 Ay Daha Uzatıldı » [Prolongation d'un mois de l'interdiction des manifestations], *Hürriyet*, 19 janvier 2017, http://www.hurriyet.com.tr/artvinde-eylem-yasagi-1-ay-daha-uzatildi-40340212, consulté le 15 juin 2020.

« Aydınlardan 'Bir Dakika' Öfkesi » [Colère « d'une minute » des intellectuels], *Milliyet*, 12 février 1997, https://www.milliyet.com.tr/siyaset/aydinlardan-bir-dakika-ofkesi-5387565, consulté le 15 juin 2020.

« CHP'den Taksim Mitingi Çağrısı » [Appel du CHP au meeting de Taksim], *Milliyet*, 23 et 24 juillet 2016, http://www.milliyet.com.tr/siyaset/chp-den-taksim-mitingi-cagrisi-2282917, consulté le 15 juin 2020.

Della Porta, Donatella ; Diani, Mario, *Social Movements. An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishing, 1999.

[80] Offerlé, « Descendre dans la rue. De la 'journée' à la 'manif' », 1990, p. 100.
[81] Uysal « İslam ve Sokakta Politika », 2009.
[82] On peut notamment citer l'ouvrage de Charles Tilly, *La Vendée. Révolution et Contre-Révolution*, 1970 ; Robert, *Les chemins de la manifestation. 1848-1914*, 1996 ; Tartakowsky, *Les Droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, 2014.

Della Porta, Donatella ; Rucht, Dieter (dir.), *Meeting Democracy. Power and Deliberation in Global Justice Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Della Porta, Donatella, « Mobilizing for Democracy. The 1989 Protests in Central Eastern Europe », *in* Fillieule, Olivier ; Accornero, Guya, *Social Movement Studies in Europe. The State of the Art*, Berghahn, New York & Oxford, 2016, p. 37-53.

Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Science Po, Paris, 2009 [1987].

« Erdoğan: Milletimi Meydanlara Davet Ediyorum » [Erdoğan : j'invite ma nation sur les places de la ville], *BBC News Türkçe*, 16 juillet 2016, https://www.youtube.com/watch?v=7LEfGo0uN-o, consulté le 15 juin 2020.

Favarel-Garrigues, Gilles ; Gayer, Laurent, « Violer la loi pour maintenir l'ordre. Le vigilantisme en débat », *Politix*, 115/3, 2016, p. 7-33.

Favre, Pierre, *La Manifestation*, Parie, Presses de la FNSP, 1990.

Fillieule, Olivier, *Stratégies de la rue. Manifestations en France*, Paris, Presses de SciencesPo, 1997.

Fillieule, Olivier ; Della Porta, Donatella, *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

Fillieule, Olivier ; Tartakowsky, Danielle, *La manifestation*, Paris, Presses de Science Po, coll. Contester, 2008.

Hibou, Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.

İnsel, Ahmet, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan*, Paris, La Découverte, 2017.

« İzmir'de Son Demokrasi Nöbeti de Coşkun İçinde Geçti » [La dernière veille de la démocratie à Izmir s'est déroulée dans l'enthousiasme], *Milliyet*, 10 août 2016, https://www.milliyet.com.tr/yerel-haberler/izmir/izmir-de-son-demokrasi-nobeti-de-cosku-icinde-gecti-11508664, consulté le 15 juin 2020.

Koca, Erkan, *Düzen ve Kargaşa Arasında. Toplumsal Eylem Polisliği. Polis Açısından Gezi Olayları* [Entre ordre et désordre. La police de la foule. Les événements de Gezi du point de vue de la police], Ankara, Atıf Yayınları, 2015.

« Kocaeli Valiliği Suriye Operasyonuna Karşı Yapılacak Eylemleri Yasakladı » [La préfecture de Kocaeli a interdit les manifestations contre l'opération armée en Syrie], *Bianet*, 10 octobre 2019, http://bianet.org/bianet/militarizm/214267-kocaeli-valiligi-suriye-operasyonuna-karsi-yapilacak-eylemleri-yasakladi, consulté le 15 juin 2020.

Koloğlu, Deniz ; Gençtürk, Didem ; Kazaz, Gözde ; Mavituna, Ilksen ; Sen, Saner, *Polis Destan Yazdı. Gezi'den Şiddet Tanıklıkları* [La police a écrit le destin. Témoignages de violence aux manifestations de Gezi], Istanbul Iletişim Yayınları, 2015.

Konda, *Demokrasi Nöbeti Araştırması Meydanların Profili* [Recherche sur les veilles de la démocratie. Le profil social des 'places'], 26 juillet 2016, https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/Demokrasi-Nöbeti-Sunum.pdf, consulté le 15 juin 2020.

Küçük, Bülent ; Türkmen, Buket, « Müzakeresiz Kamusallık : Milli Cemaatin Yeniden İnşası Sürecinde Demokrasi Nöbetleri » [Public sans délibération : les veilles de la démocratie pendant le processus de la reconstruction de la communauté nationale], *Toplum ve Bilim*, 140, 2017, p. 181-215.

Loveluck, Benjamin, « Le vigilantisme numérique. Entre dénonciation et sanction. Auto-justice en ligne et agacements de la visibilité », *Politix*, 115/3, 2016, p. 127-153.

McCarthy, John D. ; McPhail, Clark, « L'institutionnalisation de la contestation aux Etats-Unis », *in* Fillieule, Olivier ; Della Porta, Donatella, *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 61-83.

« Meclis'te Binler Darbeyi Protesto Etti » [Des milliers de personnes ont protesté contre le coup d'État à l'Assemblée Nationale], *Milliyet*, 17 juillet 2016, http://www.milliyet.com.tr/siyaset/meclis-te-binler-darbeyi-protesto-etti-2279074, consulté le 15 juin 2020.

« Mersin'de 15 Günlük Eylem Yasağı » [Interdiction des manifestations pour 15 jours à Mersin], *Bianet*, 19 septembre 2019, http://bianet.org/bianet/insan-haklari/213238-mersin-de-15-gunluk-eylem-yasagi, consulté le 15 juin 2020.

« Meydanları Bırakamayız », [Nous ne pouvons pas quitter les places] *Milliyet*, 22 juillet 2016, http://www.milliyet.com.tr/gundem/meydanlari-birakamayiz-2281916, consulté le 15 juin 2020.

Offerlé, Michel « Descendre dans la rue. De la 'journée' à la 'manif' », *in* Favre, Pierre (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

Polis Vazife ve Salahiyet Kanunu ile Bazı Kanun ve Kanun Hükmünde Kararnamelerde Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun (Loi sur la modification de la loi sur les compétences de la police et certaines lois et décrets lois), no. 6638, le 27 mars 2015.

Robert, Vincent, *Les chemins de la manifestation. 1848-1914*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1996.

« Sokaklar Hak Arama Yeri Değildir » [Les rues ne sont pas faites pour revendiquer], *Bursada Bugün*, 29 juin 2013, http://www.bursadabugun.com/haber/sokaklar-hak-arama-yeri-degildir-248162.html, consulté le 15 juin 2020.

Tartakowsky, Danielle, *Les Droites et la rue. Histoire d'une ambivalence, de 1880 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014.

Tilly, Charles, *Contentious Performances*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

Tilly, Charles, *La Vendée. Révolution et Contre-Révolution*, Paris, Fayard, 1970.

Uysal, Ayşen, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », *in* Dorronsoro, Gilles (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 31-49.

Uysal, Ayşen, « Maintien de l'ordre et répression policière en Turquie » *in* Fillieule, Olivier ; Della Porta, Donatella, *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 257-278.

Uysal, Ayşen, « İslam ve Sokakta Politika » [Islam et politique dans la rue], *in* Uysal, Ayşen (dir.), *Siyasal İslam ve Liberalizm. Endonezya, İran, Mısır, Tunus, Türkiye*, Izmir, Yakın, 2009, p. 213-232.

Uysal, Ayşen, « Riot Police and Policing Protest in Turkey » *in* Khalili, Laleh ; Schwedler, Jillian (dir.), *Policing and Prisons in The Middle East : Formations of Coercion*, Londres, Hurst & Company, 2010, p. 191-206.

Uysal, Ayşen, « Bir Psikolog Olarak Polis : Polisin Toplumsal Olaylar Eğitimi ya da 'Kalabalık Yönetimi' » [La police comme un psychologue : Formation de la police aux événements sociaux ou la gestion de la foule], *Birikim*, 273, janvier 2012, p. 41-47.

Uysal, Ayşen, *Particiler. Türkiye'de Partiler ve Sosyal Ağların İnşası* [Professionnels politiques. Partis et reconstructions des réseaux sociaux en Turquie], Istanbul, Iletişim Yayınları, 2eme édition, 2013.

Uysal, Ayşen, « Les villes contestataires. Territoires des manifestations de rue an Turquie dans les années 1990 », *in* Gueorguieva, Petia ; Krasteva, Anna, *La rue et l'e-rue. Nouvelles contestations citoyennes*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 153-174.

Uysal, Ayşen, « 90'ların baskı kıskacında sokak siyaseti. Zaman, mekân ve örgütler » [Politique dans la rue sous la répression des années 1990. Temps, espace et organisations], *in* Uysal, Ayşen (dir.), *İsyan, Şiddet, Yas. 90'lar Türkiye'sine Bakmak* [Emeute, Violence, Deuil. Repenser la Turquie des années 1990], Ankara, Dipnot Yayınları, 2016.

Uysal, Ayşen, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular ve Polis* [Politique dans la rue. Manifestations de rue, les manifestants et la police en Turquie], Istanbul, Iletişim Yayınları, 2017.

Uysal, Ayşen, *Faire de la politique dans la rue. Manifestations de rue, manifestants et police en Turquie*, Paris, Éditions du Croquant, 2019.

Vairel, Frédéric, *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée*, Paris, Presses de SciencesPo, 2014.

Sources électroniques :

http://www.milliyet.com.tr/milliyet-tv/taksimde-cumhuriyet-ve-demokrasi-mitingi-4628048, consulté le 15 juin 2020.

https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-44605360

https://www.cnnturk.com/2011/yazarlar/06/04/basbakan.o.kadin.kiz.midir.kadin.midir/618955.0/index.html, consulté le 15 juin 2020.

https://www.cnnturk.com/fotogaleri/yasam/diger/gezicilere-atfedilen-10-fantastik-komplo?page=2, consulté le 15 juin 2020.

https://www.youtube.com/watch?v=vrli7hJ3iW0, consulté le 15 juin 2020.